

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2014)  
**Heft:** 4

**Vorwort:** Guerre froide 2.0?  
**Autor:** Vautravers, Alexandre

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Une colonne de blindés russes en Géorgie, 2008.

*Editorial*

## Guerre froide 2.0 ?

**Lt col EMG Alexandre Vautravers**

Rédacteur en chef, RMS+

**A**près une décennie d'unipolarité, suite à l'éclatement de l'Union soviétique en 1991, la Russie reconstruit son pouvoir politique et militaire; et elle entend bien jouer à nouveau le rôle de grande puissance qui lui revient. Elle se reconstruit sur deux bases distinctes: la perte de son influence régionale, en particulier face à l'avance de l'OTAN et de l'UE, d'une part; et les deux guerres laborieuses en Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2000) d'autre part.

En 2000, peu après la première élection du Président Poutine, un document sur la politique étrangère a été rédigé, affirmant l'intention de recréer autour de la Russie une zone d'influence et un système d'alliance servant de contre-pouvoir à l'Occident. Ceux-ci sont la Communauté des Etats indépendants (CEI, 9 membres, 1991) et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS, 6 membres, 2001).

Dès 2002, il s'agit de réaliser ces ambitions. Cela est fait par l'alignement de la politique étrangère et économique sur la politique de sécurité, notamment en mettant la production et l'exportation de gaz naturel au profit de celles-ci. Les relations avec l'Occident se détériorent très vite, au fur et à mesure de l'extension de l'OTAN: République tchèque, Hongrie et Pologne (1999), Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie (2004), Albanie et Croatie (2009). Sans parler de l'extension de l'Union européenne: Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque (2004), Bulgarie, Roumanie (2007), Croatie (2013).

Les «révoltes colorées» inquiètent Moscou qui contre l'essor des organisations non-gouvernementales soutenues par l'Occident par des moyens politiques voire policiers (Ukraine, 2004) mais également militaires (Géorgie, 2008).

L'extension de l'OTAN aux Etats baltes amène à un

durcissement de ton et à une opposition de plus en plus forte à l'influence américaine. Ainsi, l'enclave de Kaliningrad est re-nucléarisée. Les efforts et les succès dans le domaine du désarmement sont menacés lorsque la Russie annonce qu'elle va développer une nouvelle génération de vecteurs stratégiques. Le traité de Prague (*New Start*) signé en 2010, est porteur d'espoirs et redonne à la Russie, un temps, son rôle de superpuissance nucléaire. Mais rapidement les deux parties sont déçues: les Etats-Unis par le manque d'empressement de Moscou d'appuyer la politique de non-prolifération américaine en direction de l'Iran et de la Corée du Nord; la Russie par le maintien –même partiel et au ralenti– du programme américain de défense anti-missile balistique (ABM).

A l'issue des expériences en Tchétchénie et en Géorgie, un programme important de modernisation des forces armées russes a été mis en route en 2007-2008 par le ministre de la défense Anatoly Serdyukov. Celui-ci vise à une transformation progressive impliquant une professionnalisation graduelle, le développement de forces de projection, assortis d'un essor technologique (numérisation du champ de bataille, ciblage, armes de précision). L'objectif est qu'une nouvelle force émerge à l'horizon 2017.

Paradoxalement, cette réforme touche assez peu les blindés et les forces conventionnelles, dont la réforme est jugée très coûteuse. L'effort principal est axé sur les forces spéciales, les formations parachutistes, de marine et l'infanterie. L'aviation et une partie de la marine ne sont pas en reste. D'une certaine manière, on assiste à une «otanisation» des forces armées russes.

La crise ukrainienne à laquelle nous assistons en 2014 est le fruit du décrochage diplomatique américain à propos de la Syrie durant l'été 2013. Sans épiloguer sur les erreurs américaines et/ou occidentales, disons que la Russie et son Président ont fait preuve d'un redoutable opportunisme...

Mais tout ceci est-il dangereux? Est-ce assez pour qualifier la politique russe de conquérante?

Oui car il n'y a aujourd'hui aucun « rideau de fer » pour clairement délimiter les espaces d'influence. Et les incidents, les actions indirectes, ne sont aucunement arrêtées par des frontières. L'opportunisme n'est pas un plan. On voit déjà, quelques mois après le rattachement de la Crimée, que l'économie et l'administration ne suivent pas. Cette instabilité n'est pas sans conséquence. Des régions entières sont désormais livrées à des tensions interethniques, des pouvoirs ou des groupes locaux armés et potentiellement mafieux.

Les tensions n'ont pas lieu qu'à l'Est. On voit en effet l'Europe, l'OTAN et même les Etats-Unis divisés sur l'analyse de la situation, des risques et des actions à entreprendre. Si aux USA la gauche et la droite se livrent à un traditionnel ballet de colombes et de faucons, la politique européenne est prise à revers : le centre cherchant à se raccrocher à une Europe-puissance – c'est-à-dire l'OTAN –, la gauche post-communiste étonnamment muette lorsqu'il s'agit de critiquer la Russie, alors que la droite conservatrice et calculatrice ne cache pas une

certaine admiration pour l'homme fort du Kremlin.

Au moment de se remémorer les évènements de 1914, la tragique Grande Guerre et la terrible Seconde Guerre mondiale qu'ils ont entraînés, gardons-nous de penser, comme certains, que « la Paix est en notre temps. » Il faut désormais choisir entre trois voies :

Une guerre chaude, pour laquelle l'Occident n'a ni l'intérêt ni les moyens.

Une guerre froide, qu'elle craint car elle signifie la fin du boom économique globalisé.

Un abandon de souveraineté, d'influence et de principes, qui peut conduire à tout sauf à la paix qui est proclamée si haut mais avec si peu de clairvoyance ou de conviction.

Le pire est encore le déni, l'oubli, éviter ces questions, traiter les symptômes. Car les questions que posent aujourd'hui la Russie sont peut-être les mêmes que poseront, demain, une demi-douzaine d'autres Etats.

A+V

